

Egalité / Des policières témoignent au Sénat

La lente progression des femmes en bleu

L'ESSENTIEL

- Joëlle Milquet a organisé une journée de réflexion sur les femmes et la police.
- La police reste un monde très masculin, surtout au sommet de la hiérarchie.
- L'accueil des femmes comme victimes s'est amélioré, mais pas partout.

La désignation d'une femme, Catherine De Bolle, à la tête de la police fédérale ne doit pas faire illusion : malgré des évolutions positives, la police reste un monde essentiellement masculin. C'est ce qui ressort des témoignages recueillis ce mercredi au Sénat, à l'occasion d'une journée d'étude sur les femmes et la police, organisée par la ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des chances, Joëlle Milquet.

Les freins sont surtout dans les têtes, dans la culture d'entreprise. Ils sont un obstacle à la promotion des femmes dans des postes de commissaires ou de chefs de corps. Ils empêchent aussi une attitude d'empathie et d'écoute à l'égard des victimes. La police, dit Gwen Mercks, commissaire divisionnaire, doit s'ouvrir à la diversité, à l'égalité des chances, à l'intégrité. Cela lui permettra de répondre davantage aux attentes de la population. On n'y arrivera ni avec des quotas ni avec des mesures de discrimination positive, disent les policières. Ce qui ne signifie nullement que le politique n'ait rien à faire. Les plans de lutte fédéraux contre la violence faite aux femmes ont montré leur efficacité. Joëlle Milquet en a bien pris note. ■

MARTINE VANDEMEULEBROUCKE



LES FREINS à la présence des femmes au sein de la police restent encore très importants. © PIERRE-YVES THIENPONT.

Les femmes dans la police

Bien sûr, on vient de loin. Il y a dix ans, il y avait à peine 6 % de femmes dans la police. Aujourd'hui, elles sont 16 % avec de grandes différences selon les zones de police. Mais les femmes restent très rares aux postes de commandement. Les policières présentes au Sénat le reconnaissent : les choses évoluent positivement mais lentement. Celles qui sont arrivées il y a vingt ou trente ans ont souffert des préjugés tant de leurs collègues que de la population. « J'étais tout le temps observée et jugée », explique Nelly. Pourtant, les policières sont toutes convaincues que leur présence peut être un atout dans la police pour combattre notamment cette culture de la police musclée et répressive. Hannane, inspectrice à Bruxelles, dit que ses collègues veulent la protéger en cas de bagarre. « Mais moi, j'arrive, je papote et finalement la personne me tend ses mains dans le dos alors qu'avec des policiers, les hommes veulent se battre. » « C'est dépassé, cette obsession de la force, dit Monique. Il y a d'autres techniques pour intervenir. » Pour Jinnih, commissaire à Anvers, « le sommet de la police est blanc et masculin ». La jeune femme explique qu'elle a dû se battre, comme jeune, comme femme, et comme personne d'origine étrangère. Et la tendance à exclure les femmes des carrières les plus intéressantes est réelle. « Mais nous avons des talents, différents des hommes et on le comprend mieux. » M.VDM

Les femmes face à la police

Les chiffres donnés par Michel Pasteel, directeur de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, restent interpellants : il y a 59 plaintes par jour pour des faits de violence physique entre partenaires. La lutte contre la violence faite aux femmes est devenue une priorité dans la politique criminelle belge. Mais, malgré cette attention des parquets, peu de femmes portent plainte directement à la police. Cela n'étonne pas vraiment les associations d'aide aux femmes. Si l'accueil fait aux victimes s'est amélioré depuis une dizaine d'années, « il y a en Belgique dans la qualité de l'écoute des victimes, de fortes disparités selon les zones de police », selon Sandrine Bodson, du collectif contre les violences familiales à Liège. Ces disparités s'expliquent par les sensibilités différentes des chefs de zones. « Porter plainte est difficile et le premier contact avec le policier est déterminant. » Pour Sandrine Bodson, former des policiers ne suffit pas. Il faut que ceux-ci soient motivés à suivre ces formations, ce qui n'est pas toujours le cas. Pour les policiers, responsables de l'assistance aux victimes, il y a effectivement encore du travail à faire en matière de sensibilisation des policiers. Pour gérer leurs propres émotions, leur langage non verbal face à la victime. Mais la police réagit dorénavant plus rapidement face à l'agresseur et c'est un signal jugé par tous comme très important. M.VDM

EN CHIFFRES

2%

Le pourcentage de femmes qui sont commissaires, chefs de corps.

119

Sur 195 zones de police, 119 n'ont aucun policier féminin.

45%

C'est le pourcentage de femmes qui ont vécu des faits de violence.

Santé / Ni sodas ni snacks à l'école ?

Produits fermiers contre la malbouffe

L'appel des Nations unies à taxer la malbouffe n'est pas resté sans écho... A défaut de s'engager dans une politique intégrée de lutte contre la « junk food », le ministre wallon de l'Agriculture, Carlo Di Antonio (CDH), annonce la création d'une centrale de produits fermiers, afin d'offrir aux établissements scolaires et aux centres sportifs une alternative aux aliments industriels qui y sont proposés.

Le ministre souhaite, dit-il, « que la vente de sodas et de snacks disparaisse des cours de récréation et des salles de sport ». Il fera des propositions en ce sens, en concertation avec le ministre des Sports André Antoine (CDH) et la ministre de



LE MINISTRE WALLON Di Antonio répond à l'appel de l'ONU. © APRESS.

l'Enseignement Marie-Dominique Simonet (CDH).

Reste à convaincre les partenaires socialistes de la majorité, qui n'ont pu s'accorder, malgré plusieurs tentatives, ces dernières années, sur l'opportunité d'interdire les sodas et les snacks à l'école, ou d'imposer un cahier des charges nutritionnel aux cantines scolaires. ■

R. G.

24 HEURES | 1 COUP D'ŒIL

La grippe est toujours là

L'épidémie de grippe est toujours d'actualité dans notre pays, même si le nombre de cas de grippe tend à se stabiliser, a indiqué mercredi l'Institut scientifique de Santé publique (ISP). Cette dernière semaine, on a enregistré 493 consultations médicales par 100.000 habitants contre 525 consultations la semaine précédente. Pour rappel, le seuil d'épidémie est atteint lorsque l'on enregistre 138 consultations de ce type par tranche de 100.000 habitants. (b)

ONEM Sanctions en hausse Le nombre de sanctions prises par l'Onem à l'égard de demandeurs d'emploi ayant fraudé à propos de leur situation familiale est passé de 940 à 1.387 de 2006 à 2011, a indiqué mercredi le secrétaire d'Etat à la Fraude John Crombez. Le nombre de sanctions pour fraude au domicile a également augmenté, passant de 8,2 % à 13,4 % de 2006 à 2010 puis à 9,9 % en 2011. (b)

EXPULSIONS. Les Congolais emprisonnés ? Les Congolais qui ont fait l'objet d'une expulsion collective mardi auraient tous été enfermés dans une prison de Kinshasa et des violences se seraient produites sur le trajet entre le centre fermé et l'avion militaire. Le Ciré et la Ligue des droits de l'homme s'étaient inquiétés des risques courus par certains de ces Congolais, opposants notoires à Kabila. (M.Vdm)

SPAR

Découvrez votre Spar sur www.sparretail.be colruytgroup

Semaine 10. Offres valables du jeudi 8/03 au mercredi 14/03/2012.

Poulet curry

On vous emmène pour un voyage culinaire haut en saveurs et en découvertes. Laissez-vous surprendre par un succulent curry ou par la douceur d'un ananas bien juteux.

Bon appétit !



Stefanie de l'Eurospar Quaregnon et tous les commerçants Spar.



SHIWA
riz long grain
kg € 3,98

1.99

4 x 125 g

SPAR

sauce chinoise
au curry
kg € 2,68

0.99

370 g



wok piquant
kg € 2,83

0.99

350 g



ananas "Sweet"
Costa Rica
cat. 1

1.29

la pièce



filet de poulet

6.99

kg